

Ukraine : « La très grande majorité des Ukrainiens ne veut pas de cette nouvelle guerre civile »

27 janvier 2014



Jean-Marie CHAUVIER

Solidaire a interrogé Jean-Marie Chauvier pour mieux comprendre la situation actuelle de l'Ukraine. C'est un journaliste et essayiste belge, spécialiste de l'Ukraine et de l'ex Union soviétique. Connaissant ces pays et la langue russe de longue date, il collabore aujourd'hui au « Monde diplomatique » et à d'autres journaux et sites internet. - Jean Pestieau

Quels sont les problèmes économiques qui se posent à la population ukrainienne, principalement aux travailleurs, aux petits paysans et aux chômeurs ?

Jean-Marie Chauvier. Depuis le démembrement de l'Union soviétique en 1991, l'Ukraine est passée de 51,4 à 45 millions d'habitants. Cette diminution s'explique par une baisse de la natalité, une augmentation de la mortalité due en partie au démantèlement des services de santé. L'émigration est très forte. 6,6 millions d'Ukrainiens vivent maintenant à l'étranger. Nombreux sont les gens de l'est de l'Ukraine qui sont partis travailler en Russie où les salaires sont sensiblement plus élevés, tandis que ceux de l'ouest se sont plutôt dirigés vers l'Europe occidentale, par exemple dans les serres de l'Andalousie ou dans le secteur de la construction au Portugal. L'émigration fait rentrer annuellement, en Ukraine, 3 milliards de dollars.

Alors que le chômage est officiellement de 8 % en Ukraine, une partie importante de la population vit en dessous du seuil de pauvreté : 25 %, selon le gouvernement, jusqu'à 80 % selon d'autres estimations. L'extrême pauvreté, accompagnée de sous-alimentation, est estimée entre 2 à 3 % jusqu'à 16 %. Le salaire moyen est de 332 dollars par mois, un des plus bas d'Europe. Les régions les plus pauvres sont les régions rurales à l'ouest. Les allocations de chômage sont faibles et limitées dans le temps.

Les problèmes les plus pressants sont accentués par les risques liés à la signature d'un traité de libre échange avec l'Union européenne et l'application des mesures préconisées par le FMI. Il y a ainsi la perspective de fermeture d'entreprises industrielles, surtout à l'Est, ou leur reprise-restructuration-démantèlement par les multinationales. En ce qui concerne les terres fertiles et l'agriculture, se pointe à l'horizon la ruine de la production locale qui est assurée actuellement par les petits paysans et les sociétés par action, héritières des kolkhozes et par l'arrivée en grand des multinationales de l'agro-alimentaire. L'achat massif des riches terres s'accélérera. Ainsi Landkom, un groupe britannique, a acheté 100 000 hectares (ha) et le hedge fund russe Renaissance a acheté 300 000 ha (Ce dernier chiffre correspond au cinquième des terres agricoles belges, NdlR).

Pour les multinationales, il y a donc de bons morceaux à prendre : certaines industries, les oléoducs et gazoducs, les terres fertiles, la main d'œuvre qualifiée.

Quels seraient les avantages et les désavantages d'un rapprochement avec l'Union européenne ?

Jean-Marie Chauvier. Les Ukrainiens – la jeunesse avant tout – rêvent de l'UE, de la liberté de voyager, des illusions de confort, de bons salaires, de prospérité, etc. Rêves sur lesquels les gouvernements occidentaux comptent. Mais, en réalité, il n'est pas question d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Il n'est pas question de libre circulation des personnes. L'UE proposent peu de choses, sinon le développement du libre échange, d'importation massive de produits occidentaux, d'imposition des standards européens dans les produits susceptibles d'être exportés vers l'UE, ce qui soulève de redoutables obstacles à l'exportation ukrainienne. La Russie, quant à elle – en cas d'accord avec l'UE – menace de fermer son marché aux produits ukrainiens. Moscou a offert des compensations telles que la baisse d'un tiers du prix du pétrole, une aide de 15 milliards de dollars, l'union douanière avec elle-même, le Kazakhstan, l'Arménie... Poutine a un projet euro-asiatique englobant la majeure partie de l'ancien espace soviétique (hormis les pays baltes) en renforçant les liens avec un projet de coopération industrielle avec l'Ukraine, en intégrant les technologies où l'Ukraine était performante du temps de l'URSS : aéronautique, satellites, armement, constructions navales, etc., en modernisant les complexes industriels. C'est évidemment l'est de l'Ukraine qui est plus intéressé à cette perspective.

Pouvez-vous expliquer les différences régionales qui traversent l'Ukraine ?

Jean-Marie Chauvier. Il n'y a pas d'État-nation homogène en Ukraine. Il y a des contradictions entre régions. Il y a des différences historiques. Russie, Biélorussie et Ukraine ont eu un berceau commun : l'État des Slaves orientaux (9e-11e siècle), la capitale Kiev, qu'on a appelé « Rous », « Russie » ou « Ruthénie ». Par la suite leurs parcours se sont différenciés : langues, religions, appartenances étatiques. L'Ouest a été longtemps lié au Grand Duché de Lituanie, aux royaumes polonais, à l'Empire austro-hongrois. Après la Révolution de 1917 et la guerre civile, est née la première formation nationale nommée « Ukraine », cofondatrice en 1922 de l'URSS. La partie occidentale annexée notamment par la Pologne en a été « récupérée » en 1939 et 1945, puis le territoire actuel de l'Ukraine s'est encore élargi à la Crimée en 1954.

L'Est de l'Ukraine est plus industrialisé, plus ouvrier, plus russophone tandis que l'Ouest est plus rural, paysan, ukrainophone. L'Est est orthodoxe, rattaché au patriarcat de Moscou tandis que l'Ouest est à la fois gréco-catholique (« uniate »), et orthodoxe, rattaché au patriarcat de Kiev depuis l'indépendance de 1991. L'Église uniate catholique, notamment à l'Ouest en Galicie, a été traditionnellement germanophile, souvent en conflit avec l'Église catholique de Pologne. Le centre de l'Ukraine, avec Kiev, est un mélange des courants de l'Est et de l'Ouest. Kiev est très majoritairement russophone, ses élites sont pro-opposition et très liées aux ultralibéraux de Moscou.

L'Ukraine est donc partagée – historiquement, culturellement, politiquement – entre l'Est et l'Ouest, et il n'y a aucun sens à dresser l'une contre l'autre, sauf à miser sur l'éclatement voire la guerre civile, ce qui est sans doute le calcul de certains. A force de pousser à la cassure, comme le font les Occidentaux et leurs petits soldats sur place, le moment pourrait bien venir où l'UE et l'OTAN obtiendront « leur morceau » mais où la Russie prendra le sien ! Ce ne serait pas le premier pays qu'on aurait fait délibérément exploser. Nul ne doit ignorer non plus que le choix européen serait également militaire : l'OTAN suivra et aussitôt se posera la question de la base russe de Sebastopol en Crimée, majoritairement russe et stratégiquement cruciale pour la présence militaire en Mer Noire. On peut imaginer que Moscou ne laissera pas s'installer une base américaine à cet endroit !

Que pensez-vous de la manière dont le conflit actuel est présenté dans nos médias ?

Jean-Marie Chauvier. C'est un western ! Il y a les bons « pro-européens », les mauvais « pro-russes ». C'est manichéen, partial, ignorant de la réalité de l'Ukraine. La plupart du temps, les journalistes vont voir les gens qui pensent comme eux, qui disent ce que les Occidentaux ont envie d'entendre, qui parlent l'anglais ou d'autres langues occidentales. Et puis, il y a les mensonges par omission.

Il y a d'abord un grand absent : le peuple ukrainien, les travailleurs, les paysans, soumis à un capitalisme de choc, à la destruction systématique de tous leurs acquis sociaux, aux pouvoirs mafieux de tous bords.

Il y a ensuite l'occultation ou la minimisation d'un phénomène que l'on qualifie de « nationaliste » et qui est de fait néofasciste, voire carrément nazi. Il est principalement (mais pas uniquement) localisé dans le parti Svoboda, son chef Oleg Tiagnibog et la région occidentale correspondant à l'ancienne « Galicie orientale » polonaise. Combien de fois n'ai-je vu, entendu, lu dans les médias, des citations de ce parti et de son chef comme « opposants » et sans autre précision ?

On parle de sympathiques jeunes « volontaires de l'autodéfense » venus de Lviv (Lwow, Lemberg) à Kiev, alors qu'il s'agit de commandos levés par l'extrême-droite dans cette région (Galicie), qui est son bastion. Lourde est la responsabilité de ceux – politiques, journalistes – qui jouent à ce jeu, à la faveur de courants xénophobes, russophobes, antisémites, racistes, célébrant la mémoire du collaborationnisme nazi et de la Waffen SS dont la Galicie (et non toute l'Ukraine !) fut la patrie.

Enfin, les médias passent sous silence les multiples réseaux financés par l'Ouest (États-Unis, UE, Allemagne) pour la déstabilisation du pays, les interventions directes de personnalités politiques occidentales. Imaginons la zone neutre à Bruxelles occupée pendant deux mois par des dizaines de milliers de manifestants exigeant la démission du Roi et du gouvernement, prenant d'assaut le Palais Royal, et acclamant à la tribune des ministres russes, chinois ou iraniens ! On imagine cela à Paris ou Washington ? C'est ce qui se passe à Kiev.

Mon étonnement grandit de jour en jour en constatant l'écart entre les « informations » délivrées par nos médias et celles que je peux collecter dans les médias ukrainiens et russes. Les violences néonazies, les agressions antisémites, les prises d'assaut des administrations régionales : dans nos grands médias, rien de tout cela ! On entend qu'un seul point de vue : les opposants de Maïdan (place de Kiev où les pro-européens se rassemblent, NdlR). Dans les médias, le reste de l'Ukraine n'existe pas !

Quels sont les principaux acteurs en présence ?

Jean-Marie Chauvier. L'oligarchie industrielle et financière, bénéficiaire des privatisations, est partagée entre des groupes tirillés entre la Russie et l'Occident. Viktor Ianoukovitch et son Parti des Régions représentent les clans (et la plus grande partie des populations) de l'Est et du Sud. Le Parti des Régions a gagné les élections tant présidentielles que parlementaires à l'automne 2013. Il a également de fortes assises à l'Ouest, en Transcarpatie (aussi appelée Ukraine subcarpathique), une région multiethnique qui résiste au nationalisme. Mais la crise actuelle, les hésitations et les faiblesses du président risquent de lui coûter très cher et de discréditer son parti...

Le pouvoir en place est largement responsable de la crise sociale qui profite à l'extrême-droite et aux sirènes trompeuses de l'UE et de l'OTAN. Le pouvoir en place est impuissant, de fait, et défend une partie de l'oligarchie. Il a favorisé l'extension de la corruption et des pratiques mafieuses.

Face à lui, il y a trois formations politiques qui ont leur base surtout dans l'Ouest et aussi dans le Centre de l'Ukraine. Il y a d'abord Batkivschina (« Patrie »), dont le dirigeant est Arseni Iatseniouk. Il a succédé à l'égérie Ioulia Timochenko, malade et emprisonnée. Ensuite, le parti Oudar (parti démocratique des réformes) dont le leader et fondateur est l'ancien boxeur, Vitali Klitschko. C'est le chouchou d'Angela Merkel et de l'UE. Les cadres de son parti sont formés par la fondation Adenauer. Enfin, le parti néo-fasciste Svoboda (« Liberté ») dirigé par Oleg Tiagnibog.

Svoboda est en filiation directe avec l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) – fasciste, sur le modèle de Mussolini – fondée en 1929 en Galicie orientale sous régime polonais. Avec l'arrivée d'Adolf Hitler en 1933, contact est pris avec le motif « nous nous servons de l'Allemagne pour faire avancer nos revendications ». Les relations avec les nazis sont parfois tumultueuses – car Hitler ne veut pas d'une Ukraine autonome – mais tous sont fermement unis dans leur objectif commun d'éliminer les communistes et les juifs et d'asservir les Russes. Les fascistes ukrainiens opposent le caractère « européen » de l'Ukraine à celui, « asiatique » de la Russie. En 1939, Andriy Melnik est à la tête de l'OUN, avec le soutien d'Andriy Cheptytskyi, métropolite (évêque, NDIR) de l'Eglise gréco-catholique (uniate), germanophile, « leader spirituel » de la Galicie, passée en 1939 sous régime soviétique. En 1940, le radical Stepan Bandera fait dissidence : son OUN-b forme deux bataillons de la Wehrmacht, Nachtigall et Roland, pour prendre part à l'agression menée par l'Allemagne et ses alliés contre l'URSS, le 22 juin 1941. Immédiatement déferle une vague de pogroms.

Depuis plusieurs scrutins, après la « révolution orange » de 2004, l'influence de Svoboda grandit en Galicie et dans tout l'Ouest de l'Ukraine, y compris dans les grandes villes avec 20 à 30 % des votes. Pour l'ensemble de l'Ukraine, Svoboda compte pour 10 % des votes. Svoboda est « débordé » par des groupes néo-nazis plus radicaux encore que lui.

Les trois formations politiques, Batkivschina, Oudar et Svoboda, appuyées par l'Occident, réclament depuis deux mois le renversement du gouvernement et du Président de la république. Elles exigent de nouvelles élections. Svoboda les entraîne plus loin en organisant un coup d'État perlé au niveau local. Là où il fait régner son régime de terreur, Svoboda interdit le Parti des Régions et le Parti communiste ukrainien.

Le PC ukrainien appelle à la raison depuis plusieurs semaines. Il a récolté plus de 3 000 000 de signatures pour réclamer un referendum qui devrait décider si l'Ukraine veut un traité d'association avec l'UE ou une union douanière avec la Russie. La situation insurrectionnelle incombe non seulement aux trois partis d'opposition mais aussi au pouvoir, qui a offert le pays et le peuple « sur un plateau » aux dirigeants de la pseudo-opposition, aux groupes d'extrême-droite néo-nazis, aux organisations nationalistes violentes, aux politiciens étrangers qui appellent les gens à « radicaliser les protestations » et à « lutter jusqu'au bout ». Le PC met en exergue les problèmes sociaux. Il a la position la plus démocratique parmi les partis politiques. Mais son influence se limite à l'Est et au Sud de l'Ukraine.

Quel jeu jouent les grandes puissances (États-Unis, Union européenne, Russie) dans l'affrontement actuel ?

Jean-Marie Chauvier. Zbigniew Brzezinski, influent géostratège étasunien, d'origine polonaise a tracé, dans les années 1990, la stratégie étasunienne pour maîtriser l'Eurasie et installer durablement l'hégémonie de son pays, avec l'Ukraine comme maillon essentiel. Pour lui, il y avait des « Balkans mondiaux », d'un côté l'Eurasie, de l'autre le grand Moyen-Orient. Cette stratégie a donné ses fruits en Ukraine avec la « révolution orange » de 2004. Elle a installé un réseau tentaculaire de fondations étasuniennes – comme Soros et la reaganienne National Endowment for Democracy (NED) - qui rémunèrent des milliers de gens pour « faire progresser la démocratie ». En 2013-2014, la stratégie est différente. C'est surtout l'Allemagne d'Angela Merkel et l'UE qui sont aux commandes, aidées par des politiciens étasuniens comme le républicain John McCain. On harangue les foules sur Maïdan et ailleurs avec une grande irresponsabilité : pour atteindre facilement leur objectif de faire basculer l'Ukraine dans le camp euro-atlantique, dont l'OTAN, ils s'appuient sur les éléments les plus antidémocratiques de la société ukrainienne. Mais cet objectif est irréalisable sans faire éclater l'Ukraine, entre l'Est et l'Ouest et avec la Crimée qui rejoindra la Russie comme sa population le souhaite. Le parlement de Crimée a déclaré : « Nous ne vivons jamais sous un régime bandériste (fasciste) ». Et pour Svoboda et les autres fascistes, c'est la revanche de 1945 qu'ils vivent. Je crois malgré tout que la très grande majorité des Ukrainiens ne veut pas de cette nouvelle guerre civile ni de l'éclatement du pays. Mais la société est à reconstruire...

Jean-Marie Chauvier

interviewé par Jean Pestieau

Pour en savoir plus : Jean-Marie Chauvier :

- Euromaïdan ou la bataille d'Ukraine, 25 janvier 2014, <http://www.mondialisation.ca/euromaidan-ou-la-bataille-dukraïne/5366185>

- Ukraine :« quelle position » ?, 13 décembre 2013, publié par la revue « Politique » (Bruxelles) et repris par <http://www.mondialisation.ca/ukraïne-quelle-position/5361486>

- Allemagne nazie et OUN : repères , voir Le Monde Diplomatique, août 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/08/CHAUVIER/15050>

La politique antisociale de l'opposition révélée par WikiLeaks

Viktor Pynzenyk, ancien ministre des finances et aujourd'hui membre du parti de l'opposition Oudar, de Vitali Klitchko, a expliqué en 2010 à l'ambassadeur des USA ce qu'il voulait pour l'Ukraine :

- L'augmentation de l'âge de la retraite de deux ans à trois ans
- La suppression des prépensions
- La limitation des pensions pour les retraités qui travaillent
- Le triplement du prix du gaz pour les ménages
- L'augmentation des prix de l'électricité de 40 %
- L'annulation de la Résolution gouvernementale exigeant le consentement des syndicats pour augmenter les prix du gaz
- L'annulation de la Disposition législative interdisant aux fournisseurs communaux de couper les approvisionnements ou de donner des amendes aux consommateurs en cas de non-paiement des services communaux
- La privatisation de toutes les mines de charbon
- L'augmentation des prix des transports, l'annulation de tous les avantages
- L'abolition des aides gouvernementales pour les naissances, les repas gratuits et les livres scolaires (il est écrit : « les familles doivent payer »)
- L'annulation des exonérations de TVA sur les produits pharmaceutiques
- L'augmentation des taxes sur l'essence et l'augmentation de 50 % des impôts sur les véhicules
- Le paiement des allocations de chômage après un minimum de six mois de travail seulement
- Le paiement des allocations de congé de maladie à partir du troisième jour de congé seulement
- La non-augmentation du minimum vital (en introduisant cependant des possibilités de paiement supplémentaires pour les nécessiteux).

Source : câble diplomatique 10KYIV278 révélé par Wikileaks

<http://www.cablegatesearch.net/cable.php?id=10KYIV278&q=elections+ukraïne>

»» <http://www.ptb.be/nieuws/artikel/ukraïne-la-tres-grande-majorite-des-u...>